

<https://www.elcorreo.eu.org/ENTRE-CASTE-ET-L-ALGORITHMME-La-longue-agonie-de-la-democratie-d-e-masse>

# ENTRE CASTE ET L'ALGORITHMME La longue agonie de la démocratie de masse

- Réflexions et travaux -  
Date de mise en ligne : vendredi 3 avril 2026

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Bruno Carpinetti soutient que la démocratie de masse, telle qu'on l'a conçue au XXe siècle, ne fonctionne plus comme mode de fonctionnement des sociétés contemporaines. Il affirme que lorsqu'un dispositif cesse de fonctionner, deux voies s'offrent à nous : persévérer jusqu'à son effondrement total, ou oser envisager son remplacement. C'est une idée qu'il convient d'explorer.**

## **Il y a quelque chose qui, à ce stade, s'avère indéniable.**

La démocratie de masse, telle que conçue au XXe siècle, n'est pas simplement « en crise ». Elle cesse de fonctionner comme mode de fonctionnement des sociétés contemporaines. Il ne s'agit pas d'une déviation, ni d'une pathologie curable. C'est un problème d'obsolescence. La démocratie de masse n'est pas attaquée de l'extérieur. Elle s'effondre de l'intérieur, érodée par une transformation radicale de ses conditions matérielles d'existence. Dans un écosystème imprégné d'algorithmes, de rapidité, de surcharge informationnelle et d'économie de l'attention, ses mécanismes fondamentaux – représentation, délibération, légitimité – ont perdu toute efficacité. Dans ce contexte, des personnalités comme Donald Trump ou Javier Milei ne sont pas des anomalies. Ce sont des prototypes. Ils ne viennent pas pour abattre le système : ils viennent pour montrer, avec une lucidité brutale, ce qu'il est devenu.

Mais nous devons aller plus loin. Il ne suffit pas de dire qu'il s'agit de « symptômes ». Ce sont aussi des solutions. Des solutions instables, dangereuses, régressives, certes, mais des solutions tout de même : des formes politiques qui parviennent à traiter – de façon rudimentaire – un problème que la démocratie traditionnelle ne peut plus gérer.

Ce problème a un nom : la décomposition de la médiation.

## **La fiction d'une démocratie sans élites**

Pendant des décennies, la promesse démocratique s'est fondée sur une intuition séduisante : moins d'élites, plus de démocratie. Moins d'intermédiaires, plus de citoyens. Moins d'opacité, plus de transparence. C'était, en réalité, une fiction fonctionnelle. Car la politique est toujours restée une pratique spécialisée. Gouverner, ce n'est pas exprimer des humeurs collectives. C'est gérer la complexité, administrer les conflits et agir sous de fortes contraintes.

La nouveauté ne réside pas dans l'existence des élites, mais dans leur perte de légitimité sans qu'une alternative crédible n'émerge. C'est là le cœur du problème : la démocratie de masse dépend d'élites qu'elle ne peut plus justifier, mais elle ne peut s'en passer. Le résultat n'est pas sa disparition, mais sa mutation. L'élite ne s'éteint pas : elle devient opaque, irresponsable, instable. Elle se déplace vers des conseillers incontrôlés, des bulles de pouvoir personnel, des réseaux informels et des plateformes privées. L'anti-politique n'élimine pas l'élite, elle la décompose.

## **Le peuple comme interface**

L'autre grande promesse – celle du « peuple sans intermédiaires » – ne résiste pas non plus à l'évolution des temps. Car ce peuple n'existe plus en tant que sujet préexistant. Il n'y a plus de volonté populaire à exprimer. Ce qui existe, c'est une infrastructure qui produit, organise et module cette prétendue volonté en temps réel.

La communication politique n'est plus seulement un canal. Elle est le terrain même où se constitue la politique. Et ce terrain est colonisé par des logiques qui n'ont rien de démocratique : l'amplification des conflits, la simplification extrême et une gestion par l'émotion constante.

Dans ce contexte, la démocratie directe cesse d'être un horizon d'émancipation et devient une dangereuse illusion. Ce n'est pas le peuple qui gouverne, mais l'interface qui le produit. C'est l'algorithme qui gouverne.

## La démocratie comme simulacre opératif

À ce stade, la question n'est plus de savoir comment « améliorer » la démocratie de masse. La question est encore plus troublante : s'agit-il encore d'un système fonctionnel ? Car si ses procédures formelles perdurent – élections, parlements, séparation des pouvoirs –, sa capacité effective à traiter les demandes, à produire des décisions stables et à maintenir sa légitimité se détériore rapidement.

Ce qui en résulte, c'est une forme de simulacre : des institutions qui continuent de fonctionner en surface tandis que le véritable pouvoir se déplace ailleurs.

Marchés, plateformes, réseaux d'influence, outils techniques. La politique ne disparaît pas. Elle perd simplement sa centralité. Et lorsqu'on tente de la reconquérir, c'est souvent par des moyens régressifs : leadership plébiscitaire, personnalisme exacerbé, simplification autoritaire. Non pas comme une exception, mais comme une adaptation.

## Entre impuissance et dérive autoritaire

Dans ce contexte, la défense aveugle de la démocratie de masse prend des allures de geste conservateur. Une obstination à préserver des formes vidées de leur substance. Mais l'alternative ne saurait être d'abandonner le système à des solutions autoritaires qui promettent l'ordre en échange de la complexité. Tel est le faux dilemme qui caractérise notre époque : soit des institutions faibles qui ne gouvernent plus, soit des dirigeants personnalistes qui concentrent le pouvoir. Aucune de ces solutions ne résout le problème de fond.

## Imaginer ce qui n'existe pas encore

Peut-être devons-nous envisager une hypothèse plus radicale : la démocratie de masse était une forme historique datée, et non un aboutissement. Et comme toute forme historique, elle peut suivre son cours. Dès lors, il ne s'agit ni de la restaurer ni de la détruire, mais de la transcender. Non pas en l'abandonnant au profit d'une démocratie moindre, mais en inventant des dispositifs institutionnels capables de fonctionner dans des conditions qui ne sont plus celles du XXe siècle. Des systèmes capables de traiter la complexité sans tomber dans la simplification excessive. Des systèmes capables d'articuler les échelles – locale, nationale, mondiale – sans perdre leur capacité de décision. Des systèmes qui intègrent la technologie sans s'y soumettre. Des systèmes qui produisent la légitimité sans dépendre exclusivement d'une représentation périodique. Aujourd'hui, nous ne disposons pas de ce modèle. Et

c'est peut-être là le constat le plus juste.

## Concevoir contre l'inertie

Ce qui est véritablement radical, ce n'est plus dénoncer « l'élite » ni idéaliser « le peuple ». Les deux font partie d'un même système à bout de souffle. Du moins en Occident. La prise de conscience radicale est que nous fonctionnons avec des institutions conçues pour un monde qui n'existe plus. Et que, si nous ne commençons pas à imaginer d'autres façons d'organiser le pouvoir, le vide sera comblé par des solutions de plus en plus rudimentaires. Plus rapides. Plus concentrées. Plus autoritaires. Non pas parce qu'elles sont imposées de l'extérieur, mais parce que le système, en l'état, n'offre plus d'alternatives viables.

## Quoi après la démocratie ?

Le problème de fond n'est pas moral, il est structurel. Ce ne sont pas les acteurs qui sont défailants, c'est le système qui a cessé de fonctionner. Et lorsqu'un système cesse de fonctionner, deux voies s'offrent à nous : persévérer jusqu'à son effondrement total, ou oser envisager son remplacement. Nous ignorons encore à quoi ressemblera cet « après ».

Mais une chose devient claire : cela ne ressemblera guère à la démocratie de masse que nous évoquons sans cesse. Et peut-être, au lieu de craindre cette idée, devrions-nous commencer à y travailler.

**Bruno Carpinetti\*** pour [La Tecl@ Eñe](#)

[La Tecl@ Eñe](#), Buenos Aires, 28 mars 2026.

\***Bruno Carpinetti** est titulaire d'un diplôme et d'une maîtrise en biologie de la conservation de l'Université du Kent, en Angleterre. Il a également obtenu un diplôme d'études supérieures en anthropologie sociale et politique au FLACSO de Buenos Aires, ainsi qu'un doctorat en anthropologie sociale de l'Université nationale de Misiones. Il a occupé divers postes dans l'administration publique, notamment celui de directeur de l'Administration des parcs nationaux et de sous-secrétaire à la coordination des politiques environnementales au sein du Secrétariat à l'environnement de la Présidence de la Nation, sous les administrations d'Eduardo Duhalde et de Néstor Kirchner.

Traduit de l'espagnol depuis [El Correo de la Diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi.

[El Correo de la Diáspora](#), Paris, le 5 avril 2026.